

DIPLOMPRÜFUNG  
Hauptfach

Sprachpraxis Französisch

Klausur am: 7.3.2012

NAME:

Vorname:

Matrikelnummer

Zugelassenes Hilfsmittel: Le Petit Robert.

I. EPREUVE DE COMPREHENSION

Vous résumerez ce texte en 170 mots (un écart de 10 % en plus ou en moins est admis).  
Vous indiquerez le nombre de mots que comporte votre résumé.

**Les axes d'une croissance durable**

Le monde peut-il trouver une croissance durable, sans trop de gaspillage de ressources, ni trop de pollution de notre «Terre Patrie» (Edgar Morin) ? Certains pensent que non et qu'il convient de prôner la décroissance. Economiquement et politiquement irréaliste ! Il faut un minimum de croissance pour répondre aux besoins sociaux, vieillissement, santé, éducation. Voici donc quelques principes d'une croissance ralentie, mais «soutenable», une «utopie directrice» pour gouvernements un peu moins hantés par la prochaine élection.

**Devenir des écocitoyens**

«Le sauvetage de la planète commence avec moi, dans mes achats, mes comportements quotidiens.» C'est la contrainte «kantienne» d'une croissance soutenable. Nos enfants sont déjà plus convaincus que nous de nos devoirs. Encore faut-il transformer ces connaissances écologiques en savoir véritable par un enseignement obligatoire. Ensuite, progressivement, par conviction réciproque, nous changerons nos habitudes. Administrations, entreprises et même ménages, nos décisions d'achat et d'investissement sont précédés de calculs économiques plus ou moins formalisés. Ceux-ci doivent avoir désormais leurs doubles écologiques : bilans ressources et effluents, notamment carbone. Pour que ce bilan écologique devienne aussi impératif que le bilan économique, la fiscalité doit être

remodelée avec, par exemple, une «taxation au carbone ajouté».

**Produire où l'on consomme**

Depuis deux siècles, on produit de plus en plus loin d'où l'on consomme. On transporte aussi de l'énergie électrique sur des centaines de kilomètres avec une déperdition massive, alors que des énergies potentielles locales ne sont pas utilisées. Si la mondialisation des échanges apporte des avantages, d'autres productions doivent être impérativement relocalisées. D'abord celle des aliments, près des agglomérations : retour des jardins «ouvriers» près des villes ou, même, comme à Chicago, en leurs centres, sur des friches industrielles, voire sur les toits ; multiplication des associations pour le maintien d'une agriculture paysanne (Amap) pour court-circuiter les réseaux commerciaux qui étranglent les agriculteurs ; mais aussi, dans les pays émergents, réintroduction massive des cultures vivrières paysannes à la place des cultures d'exportation. Il faudrait subordonner les actuels rachats massifs de terres dans ces pays à cette contrainte. Enfin, produire le plus d'énergie possible, sous toutes les formes durables, à où elle est consommée, en ne faisant appel que marginalement à l'électricité de centrales. A cet égard, le gigantesque projet Desertec - électricité solaire saharienne transportée de l'Arabie saoudite au Maroc et en Europe - est totalement disqualifié.

**DIPLOMPRÜFUNG**  
**Hauptfach**

**Sprachpraxis Französisch**

**Klausur am: 7.3.2012**

**Habiter où l'on travaille**

C'est le principe complémentaire du précédent. Tous les projets d'investissements productifs devraient être accompagnés de projets parallèles d'habitat pour ceux qui y produiront. Il s'agit évidemment de diminuer les besoins de transport privés comme publics pour le travail. Dans certains pays comme la France, les déserts ruraux pourraient être repeuplés pour peu que l'Etat organise l'«irrigation» informatique haut débit du territoire qu'exige la production intellectuelle, sur laquelle nous devons nous recentrer. Dans les pays émergents et pauvres, le développement est lié aux usines, mais le principe s'applique tout autant, avec la nécessité de développer les habitats nécessaires en évitant les erreurs que nous avons commises au XXe siècle dans nos «cités». Il faut également revenir à une urbanisation plus dense. Le «mitage» actuel des campagnes autour des villes est coûteux économiquement et écologiquement très coûteux pour la collectivité. Ces zones pourraient être réallouées, au moins partiellement, à l'agriculture maraîchère ou l'élevage biologiques pour l'alimentation directe des citadins, et l'habitat, les commerces et les services repensés en hauteur.

**Exclure du marché santé et éducation**

La santé est de plus en plus coûteuse, ce qui exclut des soins un nombre croissant de citoyens. Paiement à l'acte, absence de prévention, hygiène de vie et alimentation déplorable et, surtout, confusion de la recherche, de la fabrication et de la vente au sein des seuls laboratoires pharmaceutiques poussent irrésistiblement à la hausse des coûts. Paiement par capitation, enseignement obligatoire de l'hygiène de vie, contraintes fortes sur l'industrie agroalimentaire, séparation de la recherche et de la fabrication des médicaments : la puissance publique doit impérativement imposer ces inflexions à un système qui déraile. Quant à l'éducation, elle

est l'outil plus indispensable que jamais d'insertion économique et de développement culturel dans tous les pays, dont les nôtres puisque la production intellectuelle doit être notre créneau.

**Maîtriser les inégalités**

L'application de ces principes a une conséquence probable : un taux de croissance ralenti. Les investissements en matériel «vert» ne compenseront pas la baisse des transports ou les moindres consommations de ressources diverses. Une croissance sobre est plus lente. C'est bon pour l'atmosphère de la planète, mais quid de l'emploi ? Comment financer le social ? Réponse, au moins partielle : par une réduction drastique des inégalités, dans la distribution primaire et la redistribution des revenus. Les sommes récupérées, pour les entreprises et les Etats, favoriseront l'investissement donc l'emploi, y compris l'emploi public qui n'est pas vicié à la base si sa productivité est maintenue égale à celle du secteur privé.

Mais la réduction des inégalités a une autre vertu. Les «riches» définissent, pour une grande part, le «modèle» de consommation et leurs moyens leur permettent de placer la barre toujours plus haut, entraînant des gaspillages croissants. La réduction des inégalités est, à cet égard, le plus important principe fondateur d'une croissance durable.

(LIBÉRATION Le 30 juillet 2010)  
(± 850 mots)

## II. EPREUVE DE PRODUCTION PERSONNELLE

Traitez un des sujets proposés au choix dans un texte structuré de 400 mots minimum.

1. Face à l'explosion démographique de la planète, nombreux sont ceux qui prônent des changements d'attitude concernant notre gaspillage des denrées alimentaires. Prenez position dans un développement argumenté.
2. Certaines personnalités politiques réclament ce qu'elles appellent « L'immigration choisie » afin de réguler les flux migratoires. Donner votre opinion dans un développement argumenté.
3. Selon vous, le e-commerce a-t-il vocation, à plus ou moins long terme, à marginaliser le commerce en magasin ? Donner votre opinion dans un développement argumenté.

## III. EPREUVE DE TRADUCTION

### Arbeit auf Abruf

In den vergangenen Jahren verzeichnet Zeitarbeit sowohl auf dem deutschen als auch auf dem französischen Markt stark steigende Wachstumszahlen.

Zwar ist ein Großteil der Zeitarbeiter meist in Bereichen beschäftigt, die einfache Arbeiten erfordern, aber ein steigender Anteil der Zeitarbeitnehmer ist gut ausgebildet und hoch spezialisiert. Diese Fachkräfte bekommen von ihren Zeitarbeitsunternehmen hohe Gehälter gezahlt, wenn sie Unternehmen ihr Wissen zur Verfügung stellen.

Zeitarbeit könnte das Arbeitsmodell der Zukunft sein. Flexibel können Unternehmen den Mitarbeiter mit exakt dem Wissen und Können einkaufen, das sie benötigen, und brauchen diesen nur so lange zu entlohnen, wie er benötigt wird.

Zeitarbeit gibt es seit etwa fünf Jahrzehnten rechts und links des Rheins, aber ihre Entwicklung verlief in Deutschland und Frankreich sehr unterschiedlich. Sowohl in Frankreich als auch in Deutschland tauchte dieses Arbeitsmodell in den späten Fünfziger-, frühen Sechzigerjahren auf. Schnell formierte sich gegen diese Form der Arbeitskraft-Leihgabe Widerstand in den Reihen der Gewerkschaften und von Seiten staatlicher Arbeitsvermittlungsagenturen.

In Frankreich ist das allgemeine Ansehen von Zeitarbeit höher und sie wird weniger als Arbeit zweiter Klasse angesehen, sondern als eine andere Arbeitsform als die Normalbeschäftigung. So verdienen französische Zeitarbeiter eben soviel wie ihre Kollegen mit unbefristeten Arbeitsverhältnissen, sie tragen allerdings ein höheres Risiko, da sie dieses Gehalt nur für die Dauer der Beschäftigung erhalten.

*Rencontres/* 15.3.2008